

LE DYNAMISME DES TPE ET PME ET L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE ROUMAINE

Jubénot Marie-Noëlle

Université de Reims Champagne-Ardenne, France

Marc de la Ville fromoit, Université de Reims Champagne-Ardenne, France

Abstract: *The Entrepreneurship concept has its roots in the mid-1970s, it is getting really important much later in the 1990s (Hernandez, 2010). The entrepreneur is at the heart of regional development as an engine of growth. It concerns the creation of enterprises, but also management, business development and networking. The aim of our research is to characterize the private sector development in Romania since the beginning of the transition to define the role of SMBs in the dynamics of development, identify the current weaknesses of the private sector and propose solutions. For our study, we used several previous studies on the characterization of the Romanian economy since the beginning of the transition. We also used recent data from the Ministry of Economy. We also used the large literature on entrepreneurship and business networks. The characterization of the Romanian economy is obtained by comparison with countries in the area but also some data from highly industrialized countries or countries of the south. Each transition is experiencing its own economic development based on its specific history and choices in terms of economic and social policies. According to our research, the private sector is characterized by an increase in the number of businesses created, but the density of firms per capita is still low compared to other countries in the area. On the other hand, companies are mostly micro (businesses without employees to create their own jobs) or small (less than 9 employees). This demonstrates a real dynamism in business creation. However, the creation of many SMBs may not be an end in itself. Entreprises have to develop in order to face competition and to achieve economies of scale, or they can even join or create their networks.*

Keywords: *Micro, small and medium enterprises (MSMEs), transition, clusters*

Classification JEL: *M20, P20*

Abstract: *L'économie de l'entrepreneuriat trouve ses racines dans le milieu des années 1970, mais connaît son essor dans les années 1990. Elle place l'entrepreneur au cœur du développement des territoires comme moteur de la croissance. Elle concerne la création d'entreprises mais aussi le management, le développement des entreprises et les réseaux. L'objectif de notre recherche est de caractériser le développement du secteur privé en Roumanie depuis le début de la transition afin de définir la place des TPE/PME dans la dynamique de développement, de déceler les faiblesses actuelles du secteur privé et de proposer des solutions. Pour notre étude, nous avons utilisé plusieurs travaux antérieurs concernant la caractérisation de la l'économie roumaine depuis le début de la transition. Nous avons aussi utilisé des données récentes provenant du ministère de l'économie. Nous avons également fait appel à la nombreuse littérature concernant l'entrepreneuriat et les réseaux d'entreprises. La caractérisation de l'économie roumaine s'obtient par comparaison avec des pays de la zone mais aussi quelques données provenant de pays très industrialisés ou encore des pays du sud. Chaque pays en transition connaît sa propre évolution économique en fonction de son histoire spécifique et de ses choix en termes de politiques économique et sociale. Selon nos recherches, le secteur privé se caractérise par une augmentation croissante du nombre d'entreprises créées, cependant la densité des entreprises par habitants est encore peu élevée par rapport à d'autres pays de la zone. D'autre part, les entreprises sont pour la plupart des micros (entreprises sans salariés permettant de créer son propre emploi) ou de petites entreprises (moins de 9 salariés). Ce qui témoigne d'un dynamisme réel dans la création d'entreprise. Cependant, la création de nombreuses TPE/ PME ne peut être une fin en soi. Les entreprises ont vocations à se développer ou à s'associer pour faire face à la concurrence et pour réaliser des économies d'échelle.*

Mots-clé : *TPE/PME, transition, densité, réseaux*

Introduction :

L'objectif de cette article est d'évaluer les forces et les faiblesses du secteur privé roumain. La démarche est la suivante : nous rappellerons dans une première partie les problèmes qui se sont posés pour la Roumanie au début de la période de transition, notamment les types et les causes des retards qui sont apparus par rapport à d'autres pays de la région. Dans une seconde partie, nous traiterons principalement des attentes et des difficultés liées à la privatisation de l'économie roumaine. Puis nous nous attarderons dans une troisième partie sur la structure du secteur privé

roumain aujourd'hui. Face aux insuffisances constatées, la constitution de réseaux d'entreprises peut permettre de palier aux insuffisances du secteur privé.

I - Le processus de la transition

Au début de la période de transition la Roumanie a pris un peu de retard dans le processus de libéralisation économique, contrairement à la Hongrie, la Pologne et dans une moindre mesure la Tchécoslovaquie, comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 1 : Indices de libéralisation*

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	Cumul 89-97	politique de stabilisation
Bulgarie	0,13	0,19	0,62	0,66	0,66	0,64	0,58	0,65	0,79	4,92	01/02/91
Hongrie	0,34	0,57	0,74	0,78	0,82	0,86	0,9	0,9	0,93	6,84	01/03/90
Pologne	0,24	0,68	0,72	0,82	0,82	0,86	0,89	0,89	0,89	6,81	01/01/90
Roumanie	0	0,22	0,36	0,45	0,58	0,68	0,71	0,72	0,75	4,47	01/01/93
Slovaquie	0	0,16	0,79	0,86	0,83	0,83	0,86	0,86	0,86	6,05	01/01/91
Tchéquie	0	0,16	0,79	0,86	0,9	0,90	0,93	0,93	0,93	6,4	01/01/91
Moldavie	0,04	0,04	0,1	0,38	0,51	0,55	0,68	0,75	0,75	3,8	01/09/93

* L'indice de libéralisation compris de 0 à 1 est une moyenne de trois indices séparés : la libéralisation des marchés domestiques (pondération de 0,3) ; la libéralisation du commerce extérieur (0,3) ; la privatisation et la réforme bancaire (0,4). La somme des indices annuels depuis 1989 est un indicateur de l'étendue des réformes.

Source : De Melo Martha, Denizir Cevdet, Gelb Alan, « Patterns of Transition from Plan to Market », The World Bank Economic Review, Vol. 10, n° 3, pp.397-424. In : World Economic Outlook, World Bank, 2000.

Le tableau suivant nous donne une évaluation du niveau actuel de libéralisation pour certaines économies en transition :

Tableau 2 :État de la réforme en 2010

	Private sector share/GDP	Large-scale privatisation	Small-scale privatisation	Price liberalisation	Trade and foreign exchange	Competition policy	Overall infrastructure reform
Bulgaria	75 %	« 4 »	« 4 »	« 4+ »	« 4+ »	« 3 »	« 3 »
Croatia	70 %	« 3+ »	« 4+ »	« 4 »	« 4+ »	« 3 »	« 3 »

	Private sector share/GDP	Large-scale privatisation	Small-scale privatisation	Price liberalisation	Trade and foreign exchange	Competition policy	Overall infrastructure reform
Hungary	80 %	« 4 »	« 4+ »	« 4+ »	« 4+ »	« 3+ »	« 4- »
Moldova	65 %	« 3 »	« 4 »	« 4 »	« 4+ »	« 2+ »	« 2+ »
Poland	75 %	« 4-↑ »	« 4+ »	« 4+ »	« 4+ »	« 3+ »	« 3+ »
Romania	70 %	« 4- »	« 4- »	« 4+ »	« 4+ »	« 3↑ »	« 3+ »
Slovak Rep.	80 %	« 4 »	« 4+ »	« 4+ »	« 4+ »	« 3+ »	« 3+ »
Slovenia	70 %	« 3 »	« 4+ »	« 4 »	« 4+ »	« 3- »	« 3 »

Source : Transition Report 2010, European Bank for Reconstruction and Development

The transition indicators range from 1 to 4+, with 1 representing little or no change from a rigid centrally planned economy and 4+ representing the standards of an industrialised market economy.

↑ and ↓ arrows indicate a change from the previous year. One arrow indicates a movement of one point (from 4 to 4+, for example). Up arrows indicate upgrades, down arrows indicate downgrades.

Les rapports de 1997 et 2000 de la la Commission Européenne soulignaient que le processus de restructuration et de privatisation avaient pris du retard et manquait de transparence, retardant ainsi l'émergence d'un secteur privé dynamique et compétitif et que les problèmes de la corruption et du marché noir devaient être résolus. Depuis, la Roumanie a développé une politique industrielle considérée conforme aux principes communautaires. La Roumanie a adopté une série d'initiatives en faveur du développement des petites et moyennes entreprises (PME), notamment : la participation au programme pluriannuel pour les entreprises, l'adhésion depuis 2002 à la charte européenne des petites entreprises, l'adoption en 2004 d'une loi sur les incitations à la création et au développement de PME, la simplification et l'amélioration des procédures administratives, la création d'un Fonds de garantie... Néanmoins, cette politique reste contrainte par certaines faiblesses structurelles.

II - Les conditions de la privatisation

Le développement du secteur privé peut se réaliser de deux façons concomitantes : la privatisation des entreprises d'état et la stimulation de l'entrepreneuriat privé. Les grandes entreprises d'Etat privatisées ont été peu favorables en général à l'instauration des nouvelles règles de marché, à la transformation des structures productives. Elles ont eut plutôt tendance à résister aux modifications et exploiter leurs situations de monopoles. En revanche, la création d'entreprise et l'entrepreneuriat jouent un rôle moteur dans le domaine de l'innovation. Le nombre de création d'entreprises ne cesse de croître en Roumanie depuis le début de la transition, comme indiqué ci-dessous :

Tableau 3 : Evolution des TPE et PME en Roumanie, 1999-2005

Taille des entreprises	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
<i>Micro</i>	294.597	279.893	280.448	285.207	313.485	358.242	477.969
<i>Petite</i>	25.987	29.417	31.249	32.010	34.883	36.080	39.721
<i>Moyenne</i>	6.102	6.864	7.455	7.989	8.342	8.674	8.576
Total	326.686	316.174	319.152	325.206	356.710	402.996	526.318

Source : Neault (2007)

Cependant, la densité des TPE/PME de 24,3 pour 1000 habitants fin 2005, contre 54 à l'ouest de l'Europe (Neault, 2007), est insuffisante. Or pour Chandan, Mumtaz, et Parkash (2009), la croissance et le développement des PME permettent dans les pays pauvres ou émergents d'atténuer la pauvreté et la promouvoir les exportations. Les PME auraient joué un rôle crucial dans le développement de pays tels que Taiwan. Dans les pays développés, la promotion des PME serait l'un des moyens de booster l'activité. Certaines études définissent les PME à partir du nombre de salariés, d'autres en fonction de l'ampleur de l'activité.

Pour Nuno Castel-Branco (2003), les différences de la structure de la dynamique sociale et économique entre secteurs impliquent des politiques de promotion des PME différenciées. Les politiques pro-PME peuvent viser, entre autres, la mobilisation du secteur informel, la création d'emploi, la meilleure allocation des capitaux nationaux et l'innovation technologique.

III - Dynamisme des TPE/PME en Roumanie

Depuis le début de la transition, l'économie roumaine s'est beaucoup privatisée. Selon la classification d'Eurostat en micro-, petites, moyennes et grandes entreprises en fonction du nombre de salariés, la plupart des entreprises sont des micro-entreprises

Tableau 5 : Structure des entreprises actives par taille et par secteur, en 2008

Types d'entreprise :	<i>Micro 0 - 9 salariés</i>	<i>petites 10 - 49 salariés</i>	<i>moyennes 50 - 249 salariés</i>	<i>grandes 250 salariés et plus</i>
<i>Industrie et construction</i>	78,60%	15,70%	4,70%	1,00%
<i>Commerce et autres services</i>	92,30%	6,60%	1,00%	0,10%

Sources : Institut National de Statistica (INSSE), ROMANIA

En France et au Japon, la part des TPE/PME est très élevée, elle est respectivement de 97 % et 99%, mais avec densité d'entreprise beaucoup plus importante. L'auto-emploi, pour faire face au chômage et à la précarité, explique en partie le phénomène de la micro

entreprise. Mais, pour Nuno Castel-Branco (2003), la TPE/PME ne peut être une fin en soi. La nature de l'accumulation capitaliste est d'éviter la concurrence grâce à l'accroissement de la taille de l'entreprise au moyen par exemple des fusions et

acquisitions, ou de l'extension interne via l'investissement. Mais, une autre stratégie, celle de favoriser les interactions inter-entreprises (M. Perry, 1999) par un développement horizontal (association de petites structures complémentaires) permet de palier à la petite taille des entreprises. Plusieurs types de réseaux d'entreprises : les districts industriels, les milieux innovateurs, les grappes d'entreprises (clusters) ont émergé depuis une vingtaine d'années, avec le modèle des districts italiens.

La Roumanie tente d'intégrer cette dimension. Elle a participé, par exemple, au projet européen OMNI-NET (Opto-Micro-Nano Innovative Network Exploiting Transversality) coordonné par Opticsvalley (le réseau des acteurs de l'optique, de l'électronique et du logiciel en Ile de France) de décembre 2005 à mai 2008, dans le cadre du programme « Europe Innova » de la Commission européenne. L'objectif principal du projet était de favoriser le développement de coopérations entre 6 réseaux européens dans les domaines de l'optique, de la micro-électronique et des nanotechnologies, et de lancer des coopérations technologiques au niveau européen.

La mobilisation des acteurs publics, comme privés, dans la mise en place de réseaux est jugée essentielle afin de donner aux entreprises l'accès à de nouveaux marchés, à des équipements, ressources ou infrastructures, ... Le phénomène cluster est présent dans de nombreux pays occidentaux mais aussi au Sud (Brésil et Inde notamment). Les entreprises ne pourront bien tirer leur épingle du jeu relativement à la mondialisation qu'en se positionnant ainsi au cœur des réseaux, qui sont une source d'innovation.

Conclusion :

Le secteur privé connaît un véritable dynamisme caractérisé par l'évolution positive du nombre de créations d'entreprise ainsi que la mise en place de politiques industrielles favorables aux entreprises. Cependant, la Roumanie souffre encore d'un retard par rapport à d'autres pays en transition de la région, tels que la Hongrie ou la Pologne. Le secteur privé souffre de la très petite taille des entreprises et surtout de la faiblesse de la densité des entreprises par rapport au nombre d'habitants. Outre la poursuite nécessaire des efforts de la Roumanie pour renforcer son secteur productif, le développement de réseaux d'entreprises peut s'avérer être une solution intéressante pour renforcer le dynamisme économique.

Références

- Amit Raphael, Klapper Leora, Guillén Mauro F. and Quesada Juan Manuel (2007), World Bank Policy Research Working Paper, No.4313.
- Brown David, Earle John and Lup Dana (2004), "What Makes Small Firms Grow? Evidence from Romania", The Institute for the Study of Labor(IZA) , Discussion Paper No. 1343; Upjohn Institute Staff Working Paper, No. 03-94, October.
- Chandan Lal Rohra, Mumtaz Junejo, Parkash Lal (2009), « Impact of SMEs Business on Foreign Exchange Earnings of Pakistan Through Export from Sindh », Australian Journal of Basic and Applied Sciences, 3(2): 1113-1121, 2009.
- European Bank for Reconstruction and Development (2010) Transition Report.
- Hernandez Emile-Michel (2010), L'entrepreneur une approche par les compétences, éd. : ems management et société, 223 pages juin
- Imai Masayuki (2007), « Crise, redressement économique et perspective d'adhésion à l'UE : le cas de la Bulgarie », Cahiers de l'Association Tiers-Monde, N°22-2007.